

Redonner du sens à l'argent

par

■ **Jean-Baptiste de Foucauld** ■

Inspecteur général des Finances honoraire

■ **Christian Stoffaës** ■

Vice-président du Cercle des économistes, président du Cercle des ingénieurs économistes

En bref

Alors que l'humanité affronte des défis inédits, l'argent règne en maître, parfois pour le meilleur, souvent pour le pire, comme l'a révélé la crise des *subprimes* de 2008, dont nous peinons à sortir. Apprivoiser l'argent, voilà un grand enjeu pour notre temps! Il a fait l'objet d'[un colloque à Cerisy](#), dont les actes ont été publiés fin 2016. L'argent doit être mis au service d'un projet, mais il ne peut ni ne doit être lui-même le projet. C'est pourtant ce qu'il est peu à peu devenu. Comment opérer cette grande transformation nécessaire et difficile pour revenir à un équilibre plus sain ?

Compte rendu rédigé par François Boisivon

L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse les comptes rendus, les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.

Séminaire organisé avec le soutien du Collège des Bernardins, Le RAMEAU et l'Institut CDC pour la Recherche, et grâce aux parrains de l'École de Paris (liste au 1^{er} octobre 2018) :

Algoé¹ • Caisse des dépôts et consignations • Carewan¹ • Conseil régional d'Île-de-France • Danone • EDF • Else & Bang • ENGIE • FABERNOVEL • Fondation Roger Godino • Groupe BPCE • Groupe OCP • GRTgaz • HRA Pharma² • IdVector² • IPAG Business School • La Fabrique de l'industrie • Mairie de Paris • MINES ParisTech • Ministère de l'Économie et des Finances – DGE • Renault-Nissan Consulting • RATP • SNCF • Thales • UIMM • Ylios¹

1. pour le séminaire Vie des affaires
2. pour le séminaire Management de l'innovation

Le débat sur la place de l'argent dans nos sociétés est pratiquement inexistant. On assiste à des débats adjacents, sur la fiscalité, sur la réglementation bancaire et financière, mais le rôle de l'argent, ses dysfonctionnements ainsi que sa créativité demeurent des sujets peu traités, sans doute parce qu'ils sont complexes et mouvants.

Un problème de définition

L'argent, mélange de dangerosité et de créativité, est également un ciment de la société, puisqu'il sert à tous et à chacun, selon les trois définitions classiques de la monnaie, à mesurer la valeur des biens et des services, à les échanger et à mettre en réserve des capacités d'achat.

La quantité d'argent, ou plus exactement de monnaie disponible – j'utiliserai indifféremment les deux termes, bien qu'ils ne désignent pas tout à fait la même chose –, est devenue une condition du développement : nous sommes en effet sortis des Fourches Caudines de l'étalon-or où la quantité de monnaie en circulation dépendait d'une variable arbitraire – le volume de métal fin extrait ou stocké à un moment donné de l'histoire. Les banques peuvent désormais créer des avoirs monétaires supplémentaires qui nourrissent des projets, selon le fameux adage, *loans make deposits* (les prêts créent les dépôts), et non l'inverse comme on le croit encore trop communément. Lorsqu'une banque consent un prêt, elle offre à son bénéficiaire des moyens de paiement supplémentaires sans les prélever à personne : il y a donc création monétaire. Et inversement, lorsque le prêt est remboursé, cette création est annulée. S'il n'est pas remboursé, la banque réalise une perte et c'est ce risque qui limite la faculté de prêt des banques.

Cette créativité peut ainsi devenir excessive, lorsque les prêts sont faits à des personnes physiques ou morales qui s'avèrent insolubles ou lorsqu'ils alimentent une demande supérieure aux biens et services disponibles et provoquent la hausse des prix et la diminution de la valeur de la monnaie. L'appétit infini de richesse, ce qu'Aristote appelle *chrématistique*, et le délire mimétique qu'il provoque sont de nature à faire prendre aux banques des risques inconsidérés qui provoquent des catastrophes économiques. C'est ce qui s'est passé avec la crise des *subprimes*, où la hausse des prix de l'immobilier tenait lieu de garant à des gens qui n'avaient pas les capacités de rembourser.

Un équilibre instable permanent

On constate au cours de l'histoire un phénomène de balancier. Après une crise financière, les États prennent des mesures de précaution en réglementant l'activité bancaire. Or, lorsque les sociétés ont pris l'habitude d'un système stable, elles en voient plus les limites que les avantages et font pression pour assouplir ces réglementations. Cette libération finit par entraîner la création de bulles qui, lorsqu'elles éclatent, entraînent des effondrements économiques. Ces phénomènes se reproduisent sur des cycles de vingt ou trente ans. Les plus brutaux, comme la crise des tulipes en Hollande au XVII^e siècle, celle du premier papier-monnaie de Law au XVIII^e, ou le jeudi noir d'octobre 1929 ont marqué les mémoires, sans pour autant parvenir à en empêcher la répétition.

Cette ambiguïté de la finance est patente lorsque l'on considère la spéculation. Comme le fait remarquer Jean-Pierre Landau¹, elle peut tantôt contribuer à l'équilibre tantôt au déséquilibre d'un marché. C'est en effet elle qui permet d'organiser la liquidité d'un marché : un titre, qu'il s'agisse d'une obligation ou d'une action, doit pouvoir trouver à tout moment une contrepartie, qu'on l'achète ou le vende. Le marché n'organise pas

1. Inspecteur générale des Finances, il fut notamment administrateur pour la France au FMI et à la Banque mondiale, puis à la BERD. Il a siégé au conseil d'administration de la BRI et a été chargé d'une mission gouvernementale sur les cryptomonnaies. Il enseigne à Princeton.

nécessairement et spontanément cette contrepartie, car il n'y a pas toujours un acheteur ou un vendeur; il faut pour cela un *market maker* qui, en permanence, propose des offres de vente et d'achat, de sorte que tous les clients soient servis. Il est cependant fort difficile de distinguer cette fonction utile de la fonction perturbante qui apparaît lorsque l'on pousse le marché plus loin qu'il ne devrait aller, spéculant à la hausse, à la baisse, à découvert, etc.

Enfin, la plupart des gens ont trop peu d'argent et vivent la rareté, tandis que d'autres en ont trop et se demandent qu'en faire. Cette ambivalence est permanente dans toutes les sociétés.

L'inversion des rapports de force depuis les Trente Glorieuses

Deux facteurs ont néanmoins permis au pouvoir de l'argent de se renforcer.

Le premier est la forme qu'a pris le désir d'autonomie individuelle : gagner vite et beaucoup d'argent est devenu une valeur phare, tendant à se substituer aux autres, dans l'évolution générale des mœurs et des valeurs.

La mondialisation, sous l'emprise de la libéralisation du commerce, des mouvements de capitaux et du progrès technique, est le second facteur. Les capitaux, cherchant les rendements les plus élevés, circulent aujourd'hui sur la planète plus librement que les hommes et les marchandises. Ainsi les financiers ont-ils vu augmenter leur emprise au sein des entreprises. S'ensuivirent la création des paradis fiscaux et la constitution de réserves financières extrêmement puissantes et non maîtrisées. Par exemple, les masses financières accumulées par les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon) sont considérables. En l'absence d'une régulation mondiale efficace des taux de change, certains pays, comme la Chine, ont par ailleurs accumulé des excédents considérables.

D'une manière plus générale, on a assisté au sein du capitalisme – qui n'est jamais à l'équilibre, ce qui fait son dynamisme – à un changement du rapport de forces depuis les Trente Glorieuses : managers et salariés ont cédé leur position de force aux consommateurs et aux actionnaires. Les premiers devaient autrefois payer des prix assez élevés en raison de l'inflation et de la rareté, et les seconds étaient plus ou moins bien rémunérés. Le monde était plus fermé. Les besoins de la reconstruction passaient avant tout. Ce fut une période de plein emploi, marquée par une forte augmentation de la productivité, par une montée en puissance de la consommation individuelle et des systèmes de solidarité sociale. Aujourd'hui, la situation est inversée. Les consommateurs demandent des produits peu chers et les actionnaires des rendements toujours plus élevés. La masse salariale est prise dans les tenailles de cette double exigence. Les industriels, les chefs d'entreprise, les entrepreneurs sont aujourd'hui moins autonomes, surtout dans les entreprises cotées.

Trois cultures pour s'acquitter de trois dettes

Tous les grands projets se construisent en mettant en œuvre trois types de culture : la culture de résistance, la culture de régulation et la culture d'utopie. Chacune a ses valeurs et ses limites, qu'il faut tenter de conjuguer de manière heureuse².

Si nous voulons résoudre les problèmes contemporains, nous devons d'abord résister à l'exploitation du désir par l'argent. Il me semble que Patrick Viveret³ voit juste lorsqu'il considère que nous sommes face à trois dettes : la dette financière, la dette sociale et la dette écologique. Nous devons les résorber ensemble, sans accroître l'une en diminuant les autres. C'est très exactement le problème de la mondialisation. Nous n'y sommes pas préparés, parce que l'idée de nous unir pour résoudre ensemble ces problèmes, avec les efforts que cela suppose, rebute nos individualismes. Le système économique, du fait même de son succès, a légitimé nos désirs, et même nos désirs les plus inattendus : nous voulons tout à la fois beaucoup de biens nouveaux, du temps libre, la liberté

2. Jean-Baptiste de Foucauld, *Les 3 cultures du développement humain*, Odile Jacob, 2002.

3. Passé par la JEC, le PSU et le Parti socialiste, il a participé au Forum de Porto Alegre (2001). Il a travaillé aux côtés de Guy Hascoët, secrétaire d'État à l'Économie solidaire du gouvernement Jospin. Il est président, à la suite de Claude Alphandéry, du mouvement Sol, qui promeut la monnaie complémentaire du même nom.